

Mgr Barbarin : "que le gouvernement prenne garde"

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Brèves](#), [Culture de Vie](#), [Perepiscopus](#), [Points non négociables](#)

Date : 23 mars 2013

Dans *le Progrès*, le cardinal **Philippe Barbarin** indique les raisons qui le poussent à manifester dimanche contre la loi Taubira :

"Certains observateurs remarquent qu'au Sénat, la majorité est plus courte qu'à l'Assemblée et que les sénateurs sont plus « libres » vis-à-vis des consignes de leur parti : le vote n'est donc pas acquis. Quant au Président, il aurait le pouvoir de suspendre la loi comme ce fut le cas en 1984 pour l'école libre. Mais à vrai dire, pour moi, les considérations politiques ne sont pas premières. Il ne nous est pas demandé de savoir comment gagner cette bataille, ni même de la gagner, mais de donner notre témoignage. [...]"

La mobilisation est-elle en train de s'essouffler ?

Pour l'heure et pour le Rhône, je constate surtout une montée en puissance. On me dit que le nombre de bus est équivalent à celui du 13 janvier mais que le nombre de personnes qui ont réservé une place en train est double... Et cette fois ci, pour la première fois, plusieurs cars ont été organisés par des associations musulmanes. Qu'on en parle moins est une autre question... J'ai peur en effet que ce soit plutôt les médias qui s'essouffent sur le sujet, plus que la mobilisation réelle...

Le parcours le long des Champs-Élysées n'a pas été autorisé par la préfecture de police de Paris. Les organisateurs disent que c'est un déni de démocratie. Et vous-même ?

Même si on peine à comprendre les raisons profondes de ce refus, j'obéis aux autorités légitimes de mon pays. En fait, la question du parcours n'est pas essentielle. Ce qui m'interroge davantage, c'est l'accueil d'un courant parfaitement démocratique, dont on semble minorer l'importance, discréditer les représentants, déclarer irrecevables les pétitions... Que le gouvernement prenne garde à ne pas regarder de trop haut ce mouvement de fond. Ne pas donner aux citoyens le droit de s'exprimer ou d'être véritablement entendus est un risque pour notre démocratie et pour notre pays, d'autant plus que la question du mariage et de la filiation touche aux fondements de notre civilisation et de notre humanité."